



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2022/1565

Ravalement des façades sur rues et cour
Rue Edouard Lefebvre

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
Vu l'arrêté n° A 2022/1330 du 07 juillet 2022 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
Vu le code de la route,
Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'**entreprise LIVET ET CIE** 61, rue Rivay 92300 Levallois, en vue d'effectuer des travaux de ravalement des façades sur rues et cour.

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement

ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature est interdit **du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 30 septembre 2022** :

Rue Edouard Lefebvre, côté des numéros pairs au droit du n°14 sur une longueur de 3 places de stationnement.

Du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 23 décembre 2022 :

Rue Edouard Lefebvre, côté des numéros impairs au droit du n°15 sur une longueur de 2 places de stationnement.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 4: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 1er août 2022